

Le Regain

Journal de la Confédération paysanne de l'Ariège

SYNDICATS ORGANIQUES

Il ne s'agit pas de parler de viande cellulaire, de tomates en hydroponie, de fermes citadines sur laine de roche "bio", ni de NGT, qui définiraient l'avenir "organic" ; nous deviendrions "anti bio".

Nous sommes attaché·Es au sol qui contient un max de matière organique, aux arbres et ce n'est pas pour autant que nous prenons de la hauteur pour raconter notre syndicalisme, nous restons les pieds sur terre.

Nous savons, et ça c'est à la portée de tous, décrypter quand on nous raconte des salades : un gouvernement qui fanfaronne face à une crise dite agricole en dégainant tel un cowboy des mesures Far (au goût de pruneaux avec ses effets).

Nous voyons bien l'idéologie prenante qui commence à nous courir sur le haricot, celle du libéralisme, celle de la loi du plus fort, sans loi bien sûr car sinon l'État reprend ses devoirs.

Alors il ne faut pas croire que les autres syndicalistes seraient hors sol. Ils sont nos voisins, nos connaissances de réseaux, de filières, et nous sommes comme eux avec les mêmes envies et préoccupations.

Par contre l'organigramme de ces syndicats a comme un relent de hors sol ; quand on voit la manière dont ils ont cogéré avec les différents gouvernements la politique agricole, ils l'ont dépossédé de l'envie d'être terre à terre. Et ce n'est pas facile de mettre le ver dans la pomme de la FNSEA. Car elle contrôle tout ce que le code rural porte, et en plus utilise à priori autant de pesticides pour effacer toute trace de ver.

A la Conf' on finit parfois dans le panier à salade, juste pour avoir griffonné un artichaut, c'est bien un deux poids deux mesures, car quand on sait qu'une MSA brûle,

les poulets regardent ailleurs alors que notre bonne vieille mutuelle sociale agricole est encore vivante.

Certains nous disent : "arrêtez de poireauter" ; soit, mais il n'est pas facile d'être sur toutes les feuilles de chou quand on sait que beaucoup de médias marchent à la carotte du sensationnel.

Quand on se met à poil, l'image est là, quand nous parlons de poils des animaux, c'est moins funky.

Alors avec nos propres moyens humains et avec le peu de moyens financier (en sachant que apparemment nous en aurions trop), il nous faut curer les étables de la politique agricole pour essayer d'en tirer une matière organique qui pourrait servir du fumier à l'assiette.

L'espèce humaine Homo sapiens qui serait apparue il y a plus de 300 000 ans sur le continent africain pour se répandre à travers les continents est passée par les premiers pas de l'agriculture il y a seulement 10000 ans... Un grand pas pour l'humanité ! Cette année démarre avec une crise existentielle d'Homo sapiens.

2024 est déjà une année de plus où les consciences, les sciences auront démontré la course fatale dans laquelle nous nous dirigeons : course à l'épuisement de la matière organique fossile, course à l'épuisement de la biodiversité et donc de notre matière organique qui favorise toutes nos cultures, course à l'armement.

Revenons à notre humus que je souhaite le plus propice dans nos prairies, nos bois, nos champs. Nos fermes d'Ariège sont belles, diversifiées, attractives, rémunératrices, gardons tout cela, défendons tout cela, et qui de mieux qu'un syndicat pour le faire, vive la Conf' !

Angel, co-porte parole de la Conf'09

À noter dès aujourd'hui dans vos agendas :
l'AG de la Conf' aura lieu le 4 avril à partir de 14h à Montardit (salle polyvalente)

Ce sera aussi l'AG de l'ADEAR, ce qui permettra à chacun·e d'avoir une meilleure connaissance des 2 jambes sur lesquelles repose la défense et la promotion de l'agriculture paysanne :

- le développement (qui aide à l'installation, la transmission, la formation...)
- la défense syndicale.

14h-15h30 :

Interconnaissance de nos 2 structures à travers les différents rapports 2023 (activité, financier, moral)

16h-17h : nécessité d'un syndicalisme fort et d'une ADEAR forte dans le contexte politique actuel : repenser la dynamique syndicale et associative.

17h-18h : temps électif pour chaque structure

Conclusion politique par Laurence Marandola, porte parole nationale et paysanne en Ariège, l'occasion d'un tour d'horizon national de l'actualité agricole.

Apéro et grignotage partagé

Confédération paysanne de l'Ariège

ADEAR DE L'ARIEGE



MOBILISATION DES AGRICULTEURS-TRICES : C'EST POUR QUI LE CHAMPAGNE ?

Dur de passer à côté de la mobilisation d'ampleur du monde agricole de ce début d'année. Ce mouvement de colère spontanée, anti-trans- ou a-syndical selon les cas, a mis en lumière les difficultés d'une bonne partie des agriculteurs et agricultrices, dans l'incapacité de vivre dignement de notre travail.

Malheureusement, la situation n'est pas nouvelle : ce n'est pas pour rien si chez les agriculteurs le taux de pauvreté est haut (+ 25 % que le reste de la population) et le taux de suicide encore plus (+ 43%).

Comment avoir un niveau de vie décent quand les prix sont aussi bas (car nous en sommes rarement maîtres) et que les charges ne cessent d'augmenter ?

Comment se centrer sur son travail quand le niveau de bureaucratie et de complexité administrative est toujours croissant ?

Comment se sentir reconnu pour son travail quand ce sont les aides qui assurent le gros du revenu, et que l'agriculture est toujours mise en balance et sacrifiée pour l'ouverture de nouveaux marchés dans d'autres secteurs, subissant une concurrence internationale déloyale ?

Rien de nouveau sous le soleil : les réalisations des gouvernements successifs, associés à la FNSEA/JA, poussent toujours plus vers le modèle productiviste tourné vers l'export, la concurrence, laissant les mains libres au « marché » et aux seigneurs des agriculteurs : la grande distribution et l'industrie agro-alimentaire.

Et alors que ces mêmes gouvernements, et l'UE, exhortent (en façade) à une transition agroécologique souhaitée par une part toujours plus grande de citoyens et pour laquelle nombres d'agriculteurs seraient volontaires, seuls les discours sont verts, sans moyens techniques ni financiers pour la permettre réellement, ce qui alimente plutôt un ressentiment à cet égard.

On a donc pu observer de nombreux constats pouvant être partagés, et des revendications très diverses, voir opposées, liées à DES mondes agricoles et surtout à un détournement des priorités premières (celles liées à de profondes souffrances) que sont le besoin de revenu et le rejet d'une distorsion de concurrence, vers des mesures anti-écologiques d'un autre temps.

Il est assez clair que la FNSEA/JA en a profité pour pousser son propre agenda, au détriment de la base mobilisée, car comme à la CR la volonté est claire : recevoir plus d'argent de l'État sans avoir de comptes à rendre, et surtout pouvoir utiliser l'eau et les pesticides comme bon leur semble, au détriment du reste de la société, du monde vivant qui nous entoure, d'eux-mêmes. Ça donne froid dans le dos. Mais nous en avons déjà eu un aperçu à l'automne avec les retournements de panneaux, pour cela déjà, et des concessions du gouvernement.

Et quand on voit la clémence gouvernementale et policière envers le mouvement, malgré des blocages et des actions de dégradation et de violence, ça pose question. Ou ça donne des réponses... Car au-delà du caractère choquant des propos tenu par le ministre de l'intérieur, il est clair que le soutien au mouvement par les

politiciens du gouvernement dénote un accord avec les revendications de leurs partenaires privilégiés. Cogestion quand tu nous tiens. Mais sur le fond de la question : RIEN ! N'oublions tout de même pas qu'il y a Mr Rousseau à la tête de la FNSEA (rien que ça c'est 13400 €/mois), businessman plus qu'agriculteur (sur 700ha, quand même), président du CA du groupe agro-alimentaire Avril (qui fait son beurre sur le dos des agriculteurs d'ici et d'ailleurs, profitant bien du « libre échange »). D'où un conflit d'intérêt majeur, qui pousse la Fédé nationale à surtout représenter les intérêts des plus gros agriculteurs et des industriels, en méprisant les autres et les questions liées à l'environnement.

Alors ne nous trompons pas de cibles : le gouvernement et ses politiques agro-industrielles, allié aux multinationales et à la FNSEA/JA. Et surtout continuons à être force de propositions pour de réelles améliorations pour toutes et tous :

- la garantie d'un revenu digne (prix planchers au dessus des prix de revient, ...),
- la sortie de TOUS les accords de libre-échange (et la sortie de l'alimentation de la bourse, et des prix minimums d'entrée aux frontières ...),
- la répartition équitable de la valeur produite (les lois EGALIM sont un début, mais largement insuffisantes),
- des politiques publiques ambitieuses et effectives d'accompagnement dans la transition agroécologique,
- une PAC plus juste,
- des mesures de simplification administrative qui n'affaiblissent pas les normes protectrices pour la santé, l'environnement et nos droits sociaux, ...

Enfin, nous sommes bien loin d'un changement structurel qui résoudrait les problèmes de revenu sur nos fermes, mais ce mouvement a au moins permis de rouvrir les débats sur notre alimentation, la mondialisation, le travail et la répartition inégale de la valeur. En ça c'est une bonne nouvelle, d'avoir ainsi permis de bousculer le modèle libéral dans lequel gouvernements et FNSEA veulent enfermer toute pensée politique agricole !

Jérôme Léroy



Credit photo : Conf09

CAMPAGNE D'INFORMATION AU PÉAGE DE PAMIER LE 28 JANVIER, LAISSANT LE PASSAGE GRATUIT.

Une soixantaine de paysan-ne-s, ainsi que des membres de l'intersyndicale des syndicats de salariés et des citoyen-ne-s avaient répondu présent à notre appel.

UNE MOTION QUI EN DIT LONG... Retour sur la dernière session chambre de novembre 2023

La Confédération paysanne propose une motion pour la mise en place de prix minimums d'entrée aux frontières. Cette motion dénonce les pratiques délirantes d'importation notamment pour le miel venu de Chine à moins de 2€/Kg. Cette motion relate le manque de soutien public à l'apiculture mais aussi au maraîchage et à l'arboriculture.

Nous demandons donc la mise en place par la France du prix minimum d'entrée pour toutes les filières en difficulté pour vendre leurs produits face à l'importation massive de produits alimentaires de qualité parfois douteuse et concurrençant nos produits à un prix inférieur à nos coûts de revient.

La FNSEA-JA de l'Ariège vote en bloc contre cette motion, qui pourtant donnait un début de réponse à la crise qui se préparait dans nos campagnes sur le revenu agricole.

Principaux motifs avancés : " Il ne faut pas mettre plusieurs productions dans la motion, et nous aussi en Ariège, on exporte des produits ! Donc on ne touche pas aux frontières..."

J'ai répondu que pour ma part, j'aurais été content de voter une motion qui défendait aussi un prix minimum pour les céréales et les broutards que nous exportons !

Bien sûr, notre motion parlait des échanges intra et extra communautaire. J'en conclus donc, et cela va se vérifier les semaines suivantes, que la FNSEA-JA préfère les perfusions habituelles pour soutenir le revenu même si cela peut créer de fortes distorsions entre les productions.

Pour ma ferme, toutes les aides confondues subventionnent le kilo de viande produit à hauteur de 6€. Sans subvention, le prix moyen de ma viande Bio en vente direct serait de 22 €/Kg. Combien perçoit un maraîcher pour ses légumes ? Combien perçoit un arboriculteur ou un apiculteur ? Pourtant, eux aussi subissent de plein fouet la concurrence étrangère et même intracommunautaire.

Voilà pourquoi notre porte parole nationale, Laurence MARANDOLA, paysanne en Ariège, n'a pas attendu les manifs pour dénoncer auprès du gouvernement et du parlement européen l'ensemble des accords de libre-échange qui pénalisent toutes les productions et qui inondent nos supermarchés de produits à prix dérisoires.

Des échanges, OUI, mais pas à n'importe quel prix !

Des échanges, OUI, mais pas en sacrifiant la planète et les paysans !

Que propose Arnaud Rousseau pour relever ce défi ? À part du déjà-vu ou peut-être même un pas en arrière... AVRIL oblige...

Christophe Gouazé, élu chambre 09

MACRON ET SES PROMESSES DE GASCON, POUR QUI NOUS PREND-IL ?

Tout semblait avoir bien commencé : manifs spontanées dans le sud-ouest qui font tâche d'huile dans tout le pays. Des paysan-nes multiples, syndiqué-es ou non, réuni-es dans un même but : dénoncer leur situation et demander de pouvoir vivre dignement de leur travail. Une base est posée. Mais les forces libérales ne pouvaient pas laisser ça en l'état, avec des revendications remettant en cause un système en place depuis 50 ans.

Après une reprise en main du mouvement par les syndicats majoritaires, le gouvernement propose 20 mesures, négociées avec ces mêmes syndicats, pour "sauver l'agriculture française".



Quelques mesurètes d'aides d'urgence, augmentation des exonérations de frais de transmission, pause sur la réduction de phyto, dérogation aux obligations de mise aux normes des bâtiments en matière d'accessibilité, poursuite de l'encouragement à la consommation de GNR, réduction de certains contrôles, mise à l'arrêt de la loi Ecophyto. La FNSEA milite d'ailleurs pour plus de pesticides tout en assurant un travail de lobbying pour limiter la reconnaissance des maladies professionnelles liées à leur utilisation au sein de la COSMAP (Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture)...

Ces mesures sont en opposition complète avec la nécessaire transition écologique et le principe de non-discrimination et d'accessibilité.

Bien sûr elles ne vont pas changer la vie des paysans sur le moyen/long terme. Pour autant, à l'appel du syndicat majoritaire tout le monde rentre à la maison. Il faut dire que la

stratégie d'épuisement de la base par les dirigeants politiques et syndicaux a été parfaitement orchestrée !

De son côté, la Conf' n'a jamais arrêté ses mobilisations, moins médiatisées, moins bloquantes, mais bien plus réprimées par les forces de l'ordre.

Mais il ne faut pas prendre les paysans pour des jambons et dès le début du Salon de l'Agriculture à Paris, le mouvement reprend avec une colère légitime. Craignant de ne pouvoir faire son show, le Président lâche de nouveaux engagements : un peu plus de budget sur les urgences, un peu moins de limitation des pesticides, un nouveau plan de communication sur l'élevage et la souveraineté, l'agriculture reconnue "d'intérêt majeur" dans la loi et la mesure-phare : promesse d'instauration des prix planchers.

Pour "l'intérêt majeur" il permet de déroger aux droits de l'environnement et va surtout permettre d'artificialiser plus pour gagner plus !

Les prix planchers, cette revendication historique de la Conf' est tellement en opposition avec la politique libérale conduite par les gouvernements et soutenue par le majoritaire qu'il est difficile de croire qu'il y aura une véritable volonté de mise en œuvre. Les contre-feux sont déjà allumés par la FNSEA qui ne veut surtout pas d'une régulation du marché limitant les bénéfices de l'agro-industrie.

Chacun jugera. Mais pour la Conf', rien qui remette en cause le modèle actuel, rien qui permette de garantir des revenus aux plus fragiles et beaucoup d'attente autour des prix planchers, sans se faire trop d'illusion...

Thierry Imbaud

UN SALON POUR CONSTRUIRE UN AVENIR DÉSIRABLE POUR LE MONDE PAYSAN ET FAIRE SOCIÉTÉ ENSEMBLE

La Confédération Paysanne de l'Ariège a tenu son salon de l'agriculture du 15 au 25 février. C'est devenu depuis 4 ans un rendez vous incontournable qui fait se rencontrer voisins, voisines, paysannes, paysans, citoyens, citoyennes et élu.es, au grand air, pour ce Salon 100% paysan.

La thématique nationale de cette quatrième édition était la souveraineté alimentaire. Cette notion construite par le mouvement paysan et altermondialiste de la Via Campesina est régulièrement dévoyée aujourd'hui dans son contenu, le confondant souvent avec la sécurité alimentaire.

C'est l'objet de l'article 15 de la déclaration des Nations Unies (UNDROP) : "Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles, droit reconnu par de nombreux États et régions comme le droit à la souveraineté alimentaire". Ceci inclut le droit à "une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture." Tout est dit et on n'y est pas !

Les menaces sur notre souveraineté alimentaire sont nombreuses et, pendant le salon, nous avons mis le focus sur :

- Le développement d'un commerce international injuste et déloyal qui prive les paysan.nes de revenus et les place entre les griffes de prédateurs de la valeur ajoutée. Le travail paysan doit être reconnu d'utilité publique et donc protégé.

- L'absence de démocratie alimentaire qui ne permet pas aux citoyen.nes de s'exprimer en connaissance de causes sur ses besoins alimentaires et qui enferme chacun.e dans une alimentation subie.

- Le non respect du droit au travail qui passe par la nécessaire répartition des moyens de production pour faciliter

l'installation et la transition. Nous avons besoins de politiques publiques ambitieuses pour renouveler les générations, protéger l'accès au foncier, aux semences, à l'eau...

C'est tout cela la souveraineté alimentaire ! Et nous l'avons mis en lumière à Canterate, à St Paul de Jarrat, à Bonac Irazein ainsi qu'à Biert.

Pendant ce temps, à Paris, les manœuvres de grand débat sous les néons du salon parisien tentent d'empêcher toute évolution constructive à ce sujet. Ce « grand débat » et ses circonvolutions autour des invitations ne sont qu'un contrefeu grossier, visant à détourner le débat public des enjeux de fond : revenu paysan, renouvellement des générations, protection et répartition du foncier, précarité alimentaire... Nous sommes bien face à une volonté délibérée d'attirer l'attention médiatique en la saturant par une controverse stérile (l'écologie contre l'agriculture), loin des décisions cruciales sur le revenu paysan et les accords de libre-échange.

Nous remercions le public nombreux ainsi que les élu.es municipaux, départementaux et régionaux qui nous ont soutenu dans la logistique ou par leur présence.

Angel Alegre et Adeline Régis, co porte parole



SAMEDI 17 FÉVRIER Ouverture du salon

Cette année, les participant-es du Salon à la Ferme Ariège étions bien réparti-es sur toute une ligne Est-Ouest de l'Ariège !

Pour la partie extrême Est, nous étions deux fermes sur le même site à participer, Audrey et moi-même, toutes deux en production végétale avec transformation, à Canterate, commune de Montbel. La particularité et l'accent mis sur notre intervention a été l'aspect transmission-reprise puisque je viens de prendre ma retraite tout en continuant une activité en cotisante solidaire et j'ai cédé toute la partie petits fruits à Audrey.

L'ADEAR de l'Aude était présente, représentée par Richard Le Masson, son président ... intarissable sur le sujet ! La Conf de l'Ariège était dignement représentée par David Eychenne, Renaud Delaporte, et le co-porte parole Angel Alegre.

L'après-midi a été consacrée aux discussions avec de nombreux visiteur-euses, jeunes



pour la plupart, l'installation, ai fermes : une vingtaine de p avec une dizaine et le public ravi Quatre stands , barnum prêté buvette, les pro Cela constituait table trônait au

SAMEDI 24 FÉVRIER - BIERT Franc succès pour le Salon à la Ferme des Légumes et des Rêves



Credit photo : Conf09

Plus d'une centaine de personnes ont bravé la grêle et la pluie pour deux visites de champs chantées par les habitants de la vallée, profiter de la buvette de jus, cidre et bières locales, des crêpes au sarrasin de la ferme.

Deux fois salles comblées pour le débat organisé par la Confédération Paysanne sur la Sécurité Sociale de l'alimentation (avec intervention de Mélanie Tisné-Versailles, conseillère régionale déléguée à l'agritourisme et à la solidarité alimentaire) et à la projection du film « Sur le champ » autour de l'autonomie alimentaire dans le monde.

Et pour finir un bal trad légendaire et un récital de Castafiore maraîchère : pur bonheur !

L'objectif de cette journée : continuer autour de valeurs fortes et désirables car source de souveraineté, de dignité, de liberté et de synergie joyeuse :

- Consommer local et participer au vaste élan mondial pour rendre les peuples souverains de leur alimentation et affaiblir

le ténia d Rappeler q circuit cour du paradé vivons et lequel nou • Mainteni heureux av « l'humit grandeur e chère aux source d'in • Souten dimension tisser le lie et son territoire

Il y a 30 a participant à associative bio locaux qui ra Maraîchers bio récente voire collègues. Un g

Aujourd'hui, expérimental e second souffle construire la su Tout d'abord, Master en l'Université de des forces vive Puis l'INRAE (l pour l'Agricutu vallée comme cadre du Projet rencontres et quarantaine d dialogue aut

à la Ferme de Canterate

tranquillement tout en bavardant.

Puis à 18 h a eu lieu la projection du film "Sur le champ" à la Maison du Lac, en partenariat avec le Comité des Fêtes, qui s'est occupé de toute la technique et de la buvette. À l'issue du film, David a animé le débat qui fut riche avec de nombreuses questions sur le thème de la souveraineté alimentaire et bien d'autres. Une cinquantaine de personnes ont répondu présents à l'appel... et le chapeau pour les finances de la Conf a été bien rempli ! La soirée s'est terminée un peu tard car le Comité des Fêtes avait également prévu une petite restauration, qui a eu du succès. Les discussions ont pu se terminer autour d'un verre... et d'un repas ! Un partenariat réussi, merci à tous ceux qui ont participé à cette opération !

dont plusieurs candidat-es à l'installation. Avant la visite des deux premières visites avec une dizaine de personnes et une deuxième avec une dizaine de personnes. Le temps était au beau fixe !

Les stands avaient été installés sous le porche de la Mairie, la Conf, la Coopérative d'Audrey et les miens. Une bonne animation, un bon accueil, un milieu de la cour pour boire

de la finance internationale. Chaque euro dépensé en France participe à la construction d'un pays local dans lequel nous ne vivons pas.

La culture du « vivre avec peu », de l'entraide et de la solidarité de l'homme face à la vie et la splendeur du vivant » sont des thèmes montagnards et inspirants pour tous.

Le soutien à l'agriculture paysanne à travers une action humaine et continue de dialogue étroit entre une population et une ferme.

Andi et Tina Gründel ont initié la création d'une épicerie coopérative privilégiant les producteurs locaux et toujours aujourd'hui. Ils ont favorisé l'installation d'une épicerie participative de produits locaux à Castet d'Aleu qui vient de recevoir le prix de la Région Occitanie !

Merci aux habitantes de la ferme et aux nombreux bénévoles de la vallée et de la Confédération Paysanne pour leur soutien logistique.

Merci aux habitant-es de la vallée et à tous les humains de cette planète pour leur soutien à travers les étoiles.

On dit dans de nombreuses traditions que nos rêves sont la réalité de demain, alors continuons à rêver car si nous n'avons pas encore la force, nous pourrions bien avoir le nombre !

Hélène Decarpignies

Crédit photo : Conf09

DIMANCHE 18 FÉVRIER - ST PAUL DE JARRAT

Journée porte ouverte chez Renaud Delaporte, maraicher

Installé depuis 2 ans, Renaud a mis en valeur 1 ha en bordure du Sios. Son installation est typiquement en périphérie de ville, en bordure de St Paul de Jarrat, proche de Foix, et sa production est commercialisée à proximité.

Cette journée bien agréable a permis à une soixantaine de voisins et d'acheteurs des légumes bio poussés sur place de découvrir comment Renaud s'y prend, quelles sont ses priorités, comment il arrose, comment il cultive, comment il se rémunère. Quatre visites se sont succédées.

Un stand de la Confédération paysanne et un autre des amis de la Conf donnaient une dimension syndicale et politique, et permettaient de faire le lien avec les propositions de la Confédération paysanne, qui trouvent toute leur pertinence dans le contexte de la révolte paysanne : revenu décent, prix plancher, meilleure répartition des aides, irrigation...

Michel Busch

JEUDI 22 FÉVRIER - BONAC-IRAZEIN

Journée porte ouverte chez Bruno Saurat, éleveur ovin transhumant

De belles brebis et une belle montagne...

C'est sous le signe des rencontres que s'est ouverte la ferme de Bruno Saurat à Bonac Irazein ce 22 février dernier.

Un café offert aux participants a permis de faire connaissance le temps que les derniers visiteurs arrivent.

Des vacanciers en visite aux historiques de la vallée, des professionnels de la forêt aux voisins agriculteurs, le public diversifié a pu admirer les brebis et les chiens de protection, sagement installées dans le tunnel d'élevage. Les enfants auraient presque pu s'émerveiller devant une naissance si la jeune brebis qui avait décidé d'agneler ce jour là avait été moins timide.

Les questions ont fusé dès le début de la présentation. De l'actualité des mouvements d'agriculteurs, aux propositions de la Conf sur le foncier en déprise, de l'âge des agneaux nouveaux nés aux circuits de commercialisation, en passant bien sûr par la transhumance et la contrainte de l'ours, les échanges ont été riches et constructifs.

Pour terminer en beauté, Bruno nous a emmenés sur le versant d'en face, pour nous faire admirer la soulane d'Irazein, et les parcelles mises en valeur dans le cadre d'une Association Foncière Pastorale, permettant une lecture de paysage très didactiques.

Mathias Chevillon



Crédit photo : Conf09

Fier d'être ariégeois ! Ou pas !

À la veille de la nouvelle année, le gouvernement de feu Elisabeth Borne a réussi à faire adopter, via une commission paritaire, composée de députés et de sénateurs, une loi « immigration » pour le moins honteuse. A quelques mois de la panthéonisation du résistant juif, étranger et communiste Missak Manouchian et de son épouse Mélinée... Quelle honte ! Heureusement, dès le lendemain, j'entends à la radio que 32 départements de gauche n'appliqueraient pas cette loi inique. Ouf ! Fier d'être né et vivant dans cette terre ariégeoise ancrée à gauche depuis la nuit des temps, l'émotion m'envahit ! Mais très vite, j'apprends que notre département ne fait pas partie des frondeurs, la loi sera appliquée... Ma fierté fait place à une sourde colère !

Fier d'être ariégeois, je vous dis !

Pour finir, ma fierté d'être ariégeois l'a finalement largement emporté lorsque j'ai suivi l'action menée par une centaine de confédérés au siège de Lactalis. Pour dénoncer les véritables prédateurs du fruit du travail des paysans, le siège du numéro un mondial du lait a été pacifiquement occupé pour la première fois par des paysan-nes. Parmi eux se dressait une paysanne pour porter la parole de tous et toutes, Laurence Marandola, porte parole nationale du syndicat et paysanne en Ariège, pour ceux ou celles à qui cela aurait échappé ! Dans tout ce tumulte et cette révolte légitime la Confédération paysanne a su replacer le revenu des paysan au cœur de l'échiquier, bravo à tous et toutes ! Prêts à y passer la nuit en l'absence de rendez vous avec M. Besnier, PDG de Lactalis, il ne leur a pas fallu longtemps pour se faire déloger manu militari . Comme quoi Darmanin n'envoie pas les CRS face à des gens en souffrance... Sauf si ces derniers s'en prennent aux donneurs d'ordres, j'ai nommé Lactalis, Bigard, Avril, etc.... Arroser des préfectures de lisier, bloquer des autoroutes, dynamiter la DREAL, incendier une MSA, saccager Agen,... « ça vaaaaa, c'est des paysans » !!!

David Eychenne

LA CONF' 09 RENCONTRE LE PRÉFET QUAND ON A UN NOUVEAU PRÉFET, FAUT PAS BOUDER SON PLAISIR...

C'est qu'on en a des choses à se dire ! Après plusieurs rencontres, sur des fermes Conf', dans des réunions publiques ou à la préfecture, on a encore des choses à se dire. Surtout par les temps qui courent. Et il semble que pour son premier poste en tant que préfet, M. Bertoux prenne à cœur les questions ayant trait à la ruralité et au monde paysan. C'est heureux, avec le départ du directeur de la DDT vers d'autres horizons et les mouvements de personnels de la DDT, on a grandement besoin de continuité dans nos échanges !

Le 16 février, ça a donc été l'occasion pour la Conf' Ariège de faire remonter ses inquiétudes concernant la colère (légitime) du monde agricole et ses propositions d'améliorations pour les paysans.



Sur la BIO : on reste sur des mesures d'urgence, rien de structurel pour sécuriser la filière.

Un plafonnement de l'enveloppe par actif et des critères moins excluants auraient permis une répartition plus équitable entre les fermes.

Concernant les prises en charge des frais liés à la MHE, le plafond des minimis (rappel : 20000€ sur 3 ans) risque d'être bloquant pour certain-es. De plus, il faut être au clair sur les aides relevant des minimis. La DDT nous promet une info claire sur ce sujet. Nous avons exprimé notre inquiétude sur la difficulté de prise en

compte des productions à forte valeur ajoutée : comment différencier la prise en charge pour du lait valorisé en transformation et vente directe vs du lait livré en coop ?

Et bien sûr, rappel du problème fondamental dans le monde paysan, à savoir la question du revenu... Et qui n'est bien sûr pas étranger à la colère actuelle.

Pour ce qui est des mesures gouvernementales et de simplification administrative, on ne peut pas dire que les propositions nous réjouissent : hausse du plafond sur les plus values de vente de matériel agricole, pause écofito... Les solutions mises en avant sont surtout à destination des grosses fermes et des agro-industriels !

Nous avons aussi rappelé les problèmes que rencontrent nos collègues confrontés au **transfert de compétences de gestion de certaines aides au Conseil Régional**, notamment le retard d'ouverture de l'appel à projet pour le dispositif unique d'aide aux investissements, ou encore l'élargissement à toute la région de l'enveloppe « cabanes », initialement fléchée à la zone prédation.

On a un peu l'impression de se répéter, mais nous avons rappelé les fondamentaux de la Conf'. Il nous est clair que notre modèle d'agriculture paysanne fait partie des solutions aux crises que vit le monde agricole aujourd'hui.

Si M. le préfet a semblé à l'écoute de nos préoccupations et de nos propositions, pas sûr que cela suffise à infléchir la politique gouvernementale dans un sens constructif ... Ce ne sont pas des mesures de pérennisation de détaxation du GNR ou la mise en suspens du plan écofito qui résoudront la crise profonde du monde agricole. Tant qu'on ne travaille pas sur des mesures structurelles d'amélioration du revenu, on ne fait que reculer le problème. Gageons que nos collègues de tous bords sauront différencier la poudre aux yeux de propositions de fond pour le futur de l'agriculture et de ses travailleur-euses !

Mathias Chevillon

INSTALLER PLUTÔT QU'AGRANDIR !

La Confédération paysanne Occitanie a remporté le recours qu'elle a porté contre le nouveau SDREA (Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles). Le SDREA est l'outil réglementaire sur lequel nous pouvons nous reposer pour faire appliquer le contrôle des structures et contrôler les seuils d'agrandissement. Il fixe les règles de mise en concurrence pour permettre « l'accès au foncier agricole dans des conditions transparentes et équitables ».

Avec une perte de 14000 exploitations en 10 ans (soit 20 % de moins), et un âge moyen de 53 ans soit 1 départ à la retraite sur 2 dans les 10 ans à venir, l'enjeu de l'installation de nouveaux paysans est VITAL pour nos territoires.

Dans son premier projet, la région a basé son calcul des seuils sur la moyenne des surfaces d'exploitation des moyennes et grandes fermes en omettant les petites fermes, faisant mathématiquement augmenter les seuils de contrôle. Notre recours a permis de faire invalider ce mode de calcul. Augmenter les seuils revient à privilégier les

UN STATUT POUR UN VOTE : UN GRAND PAS POUR UNE FERME, UN PETIT PAS DE PLUS POUR LE SYNDICAT

Salut à toustes,

Pour ceux et celles qui comme moi ont longtemps hésité à passer le cap du statut de "Cotisant Solidaire" à celui d' "Agriculteur à titre principal" cette année c'est le moment où jamais !

Personnellement j'engage ce processus car j'entame (enfin) le dossier DJA cette année pour m'acheter des serres. Après 8 ans de maraîchage de plein champ, me vient l'envie de faire des tomates et ces autres cultures à forte valeur ajoutée, dans le but de salarier et, en parallèle, me mettre en GAEC avec ma compagne.

Chacun aura ses raisons pour faire ce pas : DJA, couverture santé, retraite, GAEC, permis de construire, congé mat/pat, etc... Mais je voulais vous donner une raison de plus, celle qui, pour moi, a fini de faire pencher la balance pour lancer la démarche cette année et pas dans 1 an ou 2 :

2025 : Élections à la chambre d'agriculture, seuls les chefs d'exploitations (et affiliés : aide familiaux, conjoints collaborateurs), peuvent voter. Il y a 7 ans la Conf' était très proche de passer majoritaire en Ariège, il nous manquait 230 voix et j'étais bien dégoûté de ne pas avoir pu voter!



LES ENJEUX DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

On parle bien d'élections professionnelles et pas que d'élections chambre. La partie relative à la gestion des chambres est la "partie émergée" de l'iceberg concernant ces élections. Elle donne surtout un reflet (uniquement partiel tant que les cotisants solidaires n'auront pas le droit de vote !) de la représentativité des différents syndicats en lice au niveau local et national.

Au niveau local, ça implique de siéger de droit dans différentes instances qui interviennent dans la vie agricole locale (SAFER, CDPNAF, CDOA, GDS, SAGE, CSOE, ...) quand on est représentatif (score > 10%).

Au niveau national, c'est un peu pareil, à quoi il faut ajouter qu'on est plus ou moins audible par les instances politiques en fonction du % de paysans qu'on représente. Par ailleurs, le fond alloué par le ministère de l'agriculture pour le fonctionnement des syndicats (14,5 millions d'€ en 2023) est calculé à partir des résultats aux élections professionnelles.

(suite de la page 6)

agrandissements et à priver l'installation de foncier. Or la région Occitanie est celle qui compte le plus grand nombre de petites fermes selon le recensement agricole de 2020. En Occitanie, plus d'une exploitation sur deux est une micro ou très petite exploitation. Malgré une baisse des effectifs sur les dix dernières années, ces exploitations se maintiennent dans le paysage agricole occitan. Elles représentent 20 % de la SAU, 12 % des UGB. Leur surface moyenne augmente de près de 3 ha en 10 ans pour atteindre 19 ha en 2020. Les grandes cultures et la viticulture représentent plus de la moitié des spécialisations des micros et petites exploitations d'Occitanie. Ces exploitations se concentrent sur le pourtour méditerranéen et dans les zones rurales principalement en zone de montagne.

Cela signifie donc que le nouveau schéma fait

Malheureusement, trop de sympathisant-es de la Conf' sont cotisant-es s solidaires et ne peuvent pas voter aux élections professionnelles (c'est pas faute de demander que les cotisant-es s solidaires aient le droit de vote depuis plusieurs années !!). On comprend bien pourquoi, car ce n'est pas dans les moyens de tout le monde de franchir le cap. Mais j'en appelle ici aux hésitant-es s comme moi, car je sais qu'il y en a parmi vous !

Pour pouvoir voter aux élections chambre de 2025, il faut être inscrit à la MSA en tant qu'exploitant à titre principal avant la fin de l'année, mais avant juillet 2024 c'est le plus confortable afin de s'éviter des démarches supplémentaires pour figurer sur les listes. On vous relancera mais commencez dès maintenant les démarches !

En espérant vous avoir convaincu-es, je vous souhaite à tous qu'en cette saison 2024 vos fermes rayonnent de paysan-nes heureux-euses de produire la meilleur nourriture qu'il soit !

TiBo ROGER, maraîcher à Daumazan sur Arize

comme si la moitié des exploitations n'existait pas !

Aujourd'hui, de nouvelles négociations sont en cours et bien sûr FRSEA et CR sont arc boutées sur la défense de l'augmentation des seuils de contrôle et tentent via le mécanisme des coefficients de ne rien changer au projet de départ. C'est inacceptable !

Notre présidente de région aura-t-elle le courage de nous rejoindre dans la nécessité du partage du foncier afin de défendre l'agriculture familiale occitane qui lui est si chère ?

Si on veut relever le défi du renouvellement des générations, installer des paysan-nes pour répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire, continuer à avoir des campagnes vivantes, cela nous semble indispensable de se doter d'un SDREA fort.

Adeline Régis

Fier d'être d'Occitanie ?

Pendant cette expression de la colère paysanne qui a pris des formes diverses, j'ai été assez fier de lire dans la presse que notre Présidente de région avait très vite réagit, « se positionnant aux côtés de la classe agricole », parfait ! En lisant l'article, j'apprends que cette dernière va mobiliser 2 millions d'euros pour alléger de 15 % la redevance pour la consommation d'eau pour... 5000 irrigants, faire une remise de 50 % sur l'abonnement au contrat d'irrigation pour les JA et enfin une baisse de 150 euros environ sur la consommation électrique pour 1300 exploitants constitués en ASA...

Très content pour eux, mais je me dis que tous ceux et celles qu'on a vu et entendu manifester ici et là n'étaient pas tous irrigants ! En effet, au regard des chiffres, il semblerait que la présidente de la région ait l'oreille sélective. Il y a 64 500 exploitations dans notre région, la réponse apportée à cette vague de légitime protestation s'adresse donc à moins de 10 % des paysans d'Occitanie !!!

Fier d'être d'Occitanie ?... Bof !

Dans la foulée, j'apprends en ce début d'année que le fond de soutien à la construction de cabanes pastorales, en priorité en zones de prédation, de 1 million d'euros qui avait été alloué par le ministère et salué par l'ensemble des acteurs, va finalement transiter par le Conseil Régional d'Occitanie. Soit ! Ces cabanes sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail et de vie des bergers, même si elles ne vont pas permettre, à elles seules, de faire baisser la pression de prédation dans nos montagnes. Mais c'était un acquis qui nous semblait important... Or, dans un souci égalitaire j'imagine, le Conseil Régional a fait le choix de répartir ce million d'euros sur l'ensemble de la région... Les éleveurs et les bergers vivant au quotidien les contraintes de la présence des ours apprécieront cette disposition, qui va faire fondre ces projets de construction comme neige au soleil !

David Eychenne

LE MOT DU TRÉSORIER

Vous lisez cet article car vous êtes heureux-euse (du moins on l'espère) lecteur-trice du Regain, le journal syndical de la Conf' de l'Ariège.

Nous envoyons ce journal à tous les paysan-nes d'Ariège, par militantisme, car nous pensons que les actus agricoles et syndicales doivent être accessibles à tous. Contrairement à d'autres journaux syndicaux, la chambre d'agriculture n'achète pas d'encarts dans nos pages...

Donc, si vous me suivez bien, le fait de recevoir le Regain ne signifie pas que vous soyez adhérent à la Conf' de l'Ariège. Si vous souhaitez rendre votre adhésion effective, vous trouverez le bulletin d'adhésion en fin de journal.

Cela vous permet, en plus de recevoir des infos et actus plus régulièrement que le Regain (fameux irrégulomadaire...), de soutenir pleinement le projet d'agriculture paysanne, et le réseau qui le défend. Pour les habitués, merci de penser à vous mettre à jour de votre adhésion, pour 2023 il est encore temps !

Et comme notre structure ne fonctionne pas que grâce aux sous, un grand bravo à toutes celles qui s'investissent bénévolement ! Que ce soit pour participer de temps en temps à une réunion, suivre un sujet en particulier, nous représenter dans d'autres structures, ou participer à la vie de notre syndicat, n'hésitez pas à nous rejoindre ! On a toujours besoin de petites mains, de gros bras ou de cerveaux disponibles, toujours actifs et militants !

Mathias Chevillon, trésorier Conf' Ariège

Crédit : Claire Robert



LE DÉSAMOUR EST DANS LE PRÉ...

*La révolte paysanne n'est pas un coup de sang
Des travailleurs des champs mais un
malheur puissant
En remettant en cause le froid capitalisme
Qui les spolie toujours par le libéralisme.*

*La rentabilité, ici et maintenant
C'est la triste rengaine des groupes possédants
Qui font fi des angoisses de la ruralité
Le climat, la santé, la biodiversité.*

*L'agrobusiness des firmes toujours prompt au déni
Par son cannibalisme, inscrit l'antagonie
Avec l'alimentaire, sa souveraineté
Au point d'abandonner le côté nourricier.*

*Abaisser le budget de l'alimentation
C'est la vieille ficelle à la mode bâillon
Pour ne pas relever le niveau des salaires
Telle est la stratégie du capital austère.*

*Le pillage paysan se fait par les deux bouts
Les industries d'amont qui les mettent à genoux
Les industries d'aval qui achètent à prix bas
Sans oublier les banques qui s'invitent au repas.*

*Voilà tout un système qui est à bout de souffle
La productivité, un dogme qui étouffe
Place aux technologies, aux viandes de synthèse
Aux écrans et robots qui procurent malaise.*

*Les normes nous protègent, la santé, l'eau, les sols
Vouloir les supprimer fait perdre la boussole
Aux paysans eux-mêmes pour qui les revenus
Ne s'apprécieraient pas quand mensonge venu.*

*Les grandes compagnies, du lait, des céréales
Les gros bateaux qui tuent la pêche artisanale
Biberonnés qu'ils sont aux gains d'exportation
Crever les paysans se fait sans émotion.*

*JANSEA, JA, ont obtenu la peau
Du plan 'ECOPHYTO', un revers aux oiseaux
A l'eau et aux insectes, carte blanche à BAYER.*

'Et à son glyphosate pour infester la terre.

*Nitrates, pesticides et les métaboliques
Impactent nos rivières et la santé publique
Grand nombre d'aliments de piètre qualité
'Engendrent maladies, cancers, obésité.*

*'Depuis des décennies, règnent les libre-échanges
Les produits importés le sont sans aucun gage
'De conventions sociales, environnementales
Alors les paysans, finissent sur la paille !*

*'Basées sur les surfaces en guise de ratios
Les aides de la PAC engraisent les plus gros
Sans référence aucune aux travailleurs humains
Tant pis pour les petits tenus hors du chemin.*

*Les mêmes qui pourfendent l'écologie racine
Consentent au marché libre et aux fermes usines
Comme aux méga-bassines pour du maïs export
Au nez et à la barbe de ceux en désaccord.*

*Les produits agricoles sont pas des biens lambda
'Une exception agri, un bien commun d'Etat
C'est l'agri familiale qui nourrit la planète
'Par un simple concept : la fourche à la fourchette.*

*Justes prix agricoles, agroécologie
Pour sortir de la crise, la seule stratégie
Quand MACRON promettait en campagne ici-bas
Le quinquennat sera écologique ou pas !*

*Quand le gouvernement consent à rébellion
Des plus gros syndicats, pas une subversion
Les minoritaires, en écoterroristes
Seront pris à partie comme des extrémistes !*

*Aussi, il faut que cesse le « deux poids deux
mesures »
Il nous faut repousser tout ce qui fait fêlure
'Entre les villes et champs par la démocratie
L'intérêt général, pas de vaines arguties !*

Yvon Lasalle

ANNONCES

>> à vendre

VENDS chienne Border collie née le 1 novembre 2023 les 2 parents travail sur vaches, chèvres et brebis identifiée et vaccinée et remorque fromagerie équipée groupe froid, évier, sas, chauffe eau, 5 prises, 5m sur 2m (possibilité de table égoûtage inox, table inox etc...)
Contact: I.Delanghe
06 45 29 07 83

>> Cherche

CHERCHE un ou une associé(e) JA. CEFI souhaité dans un premier temps. Ferme 10 km de FOIX, 100n d'ha en Agriculture Biologique. Elevage extensif bovins allaitant (20 mères) GALLOWAY et ANGUS Vente directe, Apiculture : 20 ruches, Bois de chauffage, jus de pommes, Chevaux de loisir
Objectifs : Partage du travail et des responsabilités, Développer les différents ateliers, Dégager du temps libre pour chacun, Transmission de la ferme d'ici une dizaine d'années
Contact : Philippe
06 87 31 32 55

>> Portes ouvertes

CFPPA Ariège Communes, rue Trinqué, 09200 St Girons Samedi 27/04 de 9 h à 12h30 Marché de producteurs avec les anciens stagiaires

SOUTENEZ-NOUS, PROFITEZ-EN POUR ADHÉRER POUR L'ANNÉE 2024 !

Renvoyez le bulletin d'adhésion ci-dessous + le règlement de la cotisation au 32 avenue du Général de Gaulle 09000 Foix

Nom : Prénom :
 Adresse postale
 Adresse mail Tél :
 Statut : exploitant-e cotisant-e solidaire en projet d'installation Retraité-e
 conjoint-e autre :
 Production :
 Production en agriculture biologique : oui non

- J'adhère à la Confédération paysanne de l'Ariège** (chèque à l'ordre de la Confédération paysanne de l'Ariège)
- Cotisation annuelle + abonnement au journal LE REGAIN : 70 €
 - Cotisation petit budget + abonnement au journal LE REGAIN : 35 €
 - Cotisation annuelle SOUTIEN + abonnement au journal LE REGAIN : prix libre (> 70 €) ou 1 % de vos aides PAC !
- Je désire un reçu

Dans un souci de représentativité professionnelle et de légitimité de la Confédération paysanne, les porteurs de projet ne peuvent pas adhérer au syndicat en tant que membre actif. Si vous êtes dans ce cas, nous vous encourageons vivement à adhérer à l'ADEAR09 et à nous rejoindre dès l'installation effective !

- Je m'abonne au journal Le Regain (sans adhésion) : 10 €**
- J'adhère à l'ADEAR de l'Ariège, cotisation annuelle : 20 €** (chèque à l'ordre de l'ADEAR de l'Ariège)

Les données recueillies font l'objet d'un traitement par la Confédération paysanne 09 lui permettant de gérer votre demande d'adhésion. Le traitement a pour objectif de :

- traiter votre demande d'adhésion ;
- déterminer le montant de votre cotisation ;
- communiquer des informations sur les activités de notre organisation syndicale.

Pour toute question relative à la protection de vos données ou pour exercer vos droits, vous pouvez nous contacter aux coordonnées ci-dessous :

Confédération Paysanne de l'Ariège – 32 avenue du Général De Gaulle – 09000 FOIX
05 61 02 14 31 / 07 54 35 39 09 – confarriage@gmail.com